

Éducation

Al-Majalla al-Jadida, avril 1930

Dans l'essai précédent j'avais soumis la culture à l'examen et observé que l'évolution moderne à laquelle nous nous sommes soumis depuis le début du siècle dernier avait laissé des traces différentes sur notre culture, et que nous en étions venus à avoir des esprits divergents, chacun allant dans sa propre direction dans la conception, la pensée et le jugement — l'esprit azharite, l'esprit produit par les écoles civiles, et l'esprit produit par les écoles partagées entre les deux systèmes, chacun concevant, pensant et jugeant selon un style que l'autre ne suit pas.

Les esprits dont je parle sont divergents, et la plus dangereuse divergence est la divergence intellectuelle, car elle nous amène tous à former une même conception des choses tout en différant dans nos évaluations et nos jugements sur elles.

Il en résulte que notre unité nationale est presque faible et chancelante, exposée au danger quand les événements et les épreuves s'y déchaînent — assaillie par une épreuve qui amènerait presque n'importe quelle nation en n'importe quelle époque à se désintégrer.

J'estimais que le bien résidait dans l'effort des responsables de l'enseignement au Ministère de l'Éducation et à al-Azhar pour rapprocher ces esprits divergents, jusqu'à ce que nous possédions une culture unique, et que nous devenions véritablement, grâce à cette culture, une seule nation — une nation dotée d'une culture unique au sens propre de ce mot.

Et je voudrais revenir aujourd'hui sur ce sujet, non pour être bref, mais pour épuiser ce qu'il y a à en dire. Car tout invite les penseurs en Égypte à l'heure actuelle à aborder ce sujet, à l'étudier et à l'approfondir pleinement.

Car nous traversons de notre vie nationale une époque qui sera la plus conséquente dans son impact, non sur notre seul avenir, mais sur l'avenir de l'Orient arabe, qui s'inspire de nous et nous prend comme modèle.

Nous essayons d'obtenir l'indépendance politique maintenant, et je ne crois pas qu'une longue époque s'écoulera avant que nous l'ayons obtenue.

Et l'indépendance politique est une responsabilité avant d'être un privilège. Elle nous impose plus d'obligations qu'elle ne nous accorde de droits.

Il suffit qu'elle nous impose de nous acquitter de nos propres charges particulières, de les gérer nous-mêmes, sans dépendre de personne dans leur gestion, et sans pouvoir reporter sur autrui la responsabilité de toute erreur dans cette gestion.

Il suffit qu'elle nous impose de nous acquitter de nos obligations internationales de la meilleure façon possible, sans nous appuyer que sur nous-mêmes, et sans pouvoir excuser tout manquement en alléguant qu'autrui s'est interposé entre nous et ce que nous voulions.

L'indépendance politique nous contraint donc à faire face à beaucoup de réalités effectives qu'autrui gérât à notre place, et à traiter de nombreux problèmes complexes dont autrui nous épargnait la difficulté de les chercher et d'y remédier.

Et tout ce que nous faisons en face de ces réalités, ou dans la recherche de remèdes à ces problèmes, laisse des traces durables dans notre vie propre et dans la vie des nations arabes orientales qui marchent sur nos traces et s'accrochent à nous imiter, abondamment et souvent.

Il est donc parmi les choses les plus évidentes que nous devons nous préparer à porter ces charges et à assumer ces responsabilités que l'indépendance politique — que nous poursuivons et sommes sur le point d'obtenir — nous impose.

Et le premier équipement que nous devons nous procurer pour cela est la formation de notre unité nationale si elle n'existe pas encore, ou son renforcement si elle présente quelque faiblesse ou torpeur.

Et la voie la plus claire pour former ou renforcer cette unité est l'établissement d'un système d'enseignement général qui convienne à nos besoins et à nos idéaux les plus élevés d'un côté, et réalise pour nous l'unité de la culture de l'autre.

Nous nous occupons de la question de l'enseignement et de sa réforme depuis l'apparition de notre dernier mouvement indépendantiste, et une mesure de liberté nous a été accordée, suffisante pour nous permettre de nous occuper de cette question sans surveillant. Mais le remarquable est que nous sentons le besoin de la réforme, et cherchons à la poursuivre sans délibération ni patience, y réfléchissant de façon

agitée, sans système ni base.

Nous sentons que l'étranger avait supervisé les affaires de l'enseignement chez nous et les avait orientées dans une direction très favorable à ses intérêts à lui plutôt qu'à nos besoins. Nous trouvons donc plaisir à démolir ce que l'étranger a construit, sans presque distinguer le bon du mauvais là-dedans.

Peut-être avons-nous essayé de trouver à cette démolition d'autres raisons que celle-là — prétendant que le véritable profit exige que nous passions d'un programme ancien à un programme nouveau, que l'énergie des élèves et des étudiants exige un changement de système, que la nature de la vie nouvelle que nous menons exige le renouveau de l'enseignement comme nous renouvelons les autres formes d'activité intellectuelle et sociale ; et ainsi de suite avec ces raisons que vous lisez chaque jour dans les essais que les écrivains produisent, dans les décisions que les ministres émettent, dans les discours que les députés prononcent, et dans les rapports que les spécialistes rédigent.

La vérité qui ne souffre aucun doute est que le Ministère de l'Éducation n'a pas encore été en mesure de se tracer une voie claire à suivre dans la réforme de l'enseignement, parce qu'il n'a pas encore été en mesure de voir, avec clarté et netteté, la véritable finalité pour laquelle le Ministère de l'Éducation existe et pour laquelle il instruit les gens.

La vraisemblance la plus forte est que le Ministère de l'Éducation se sent exister parce que la nature des choses a exigé son existence, et que les gens s'instruisent parce que l'usage a établi l'habitude de s'instruire — pour aucune autre raison que cela.

Mais la réalité est que la nature de la vie nouvelle à cette époque moderne a exigé l'existence d'un Ministère de l'Éducation dans les pays civilisés, parce qu'elle a exigé que l'enseignement devienne national après avoir été individuel — et que l'État supervise, dans une mesure plus ou moins grande, cet enseignement national après l'avoir laissé libre pour que les individus le poursuivent dans leurs directions divergentes.

L'enseignement est donc une affaire nationale, supervisée par l'État d'une supervision variant en force et en faiblesse selon les différentes doctrines politiques relatives à l'extension de l'autorité de l'État sur les affaires publiques ou à son retrait de celles-ci ; mais il est supervisé en tout cas, tout comme la sûreté de la patrie, sa sécurité et la stabilité de la

justice en son sein sont supervisées.

Et si l'enseignement est national, il doit avoir une finalité nationale vers laquelle il tend, et il doit lui être adapté par nature et par organisation.

Quelle est donc la finalité nationale que nous poursuivons quand nous créons des écoles, établissons des instituts, levons des impôts à cet effet et dépensons de l'argent pour cela ?

Nous notons, avant de répondre à cette question, qu'il est obligatoire d'éviter ces termes généraux vagues et obscurs qui ne signifient rien — tels que la culture, le progrès, l'avancement, la lutte dans la voie de la vie, et les autres — des termes que les gens trouvent familiers et dont ils se contentent parce qu'ils sont faciles à prononcer et n'exigent de ceux qui les entendent ou les disent aucun effort pour leur réaliser un sens précis et délimité.

Nous devons éviter ces termes, ou du moins éviter de les employer sans précision ni délimitation. Car notre succès dans ce que nous cherchons à obtenir de la réforme de l'enseignement ne sera pas hâté par le recours à de tels termes généraux et obscurs.

Il me semble que l'enseignement national a trois finalités sur lesquelles nous insistons quand nous créons des écoles, établissons des instituts et ouvrons des maisons du savoir au peuple.

La nation instruit ses enfants pour transmettre à ces enfants le patrimoine de la nation d'un côté, et le patrimoine intellectuel, artistique et littéraire de l'humanité de l'autre. Et quand elle transmet ces deux types de patrimoine aux générations montantes, elle préserve la personnalité de la nation et ses constituants en tant qu'unité indépendante, et elle renforce le lien entre elle et les autres nations — lui permettant de prendre sa part de la solidarité humaine universelle qui a poussé l'humanité à vivre, à progresser et à réformer ses affaires dans un progrès régulier et continu.

La première finalité de l'enseignement national doit donc être la préservation de la personnalité de la nation, pour qu'elle vive indépendante d'un côté et unie dans la solidarité avec les autres de l'autre.

La nation instruit aussi ses enfants pour qu'ils découvrent les secrets de la nature et les phénomènes de l'univers, se rendant capables

de maîtriser cette nature et de la mettre au service de leur terre et de leurs besoins divers — pour vivre une vie de confort, ou du moins une vie qui leur garantisse une part modérée d'aise et de suffisance.

Car ils étudient de la science, de la littérature et de l'art ce qui leur permet de s'adonner aux diverses formes d'industrie, d'agriculture, de commerce et aux autres occupations qu'exige la civilisation et sur lesquelles les hommes se fondent pour gagner ce dont ils ont besoin pour leur subsistance.

La deuxième finalité de l'enseignement national est donc de permettre aux générations montantes de relier leur présent au passé de leurs pères, et de progresser autant qu'ils en sont capables vers ce but.

La nation instruit aussi ses enfants parce que Dieu leur a doté des esprits qui aiment la vérité en tant que vérité et la cherchent, et des âmes qui aiment la beauté en tant que beauté et aspirent vers elle. Et Dieu a déposé vérité et beauté dans ce monde, de sorte que nous sommes naturellement portés à les aimer et à nous élever vers elles, et nos esprits s'accomplissent par leur nature propre et croissent grâce à cet amour et à cette élévation. Et nos âmes de même ne s'équilibrent pas, ne trouvent pas de repos des douleurs de la vie, et ne produisent, qu'à travers cet amour et cette élévation.

La troisième finalité de l'enseignement national est donc de permettre aux générations montantes de compléter leur vie intellectuelle et émotionnelle saine par l'amour de la vérité et du bien, et d'atteindre la plus grande part possible de l'un et de l'autre.

Et pour chacune de ces trois finalités il y a un type d'enseignement national, parce qu'il aide à la réaliser ; et ces types ensemble sont unifiés dans la formation de l'homme utile qui sert de membre productif dans la vie générale de la nation et de l'humanité.

L'enseignement primaire constitue la mesure minimale possible de culture à laquelle tous les membres de la nation doivent participer pour réaliser leur unité, et l'humanité tout entière doit participer pour que la solidarité entre ses parties soit réalisée.

L'enseignement secondaire et technique ensemble réalisent cette première finalité et réalisent la deuxième finalité, car ils permettent aux jeunes de travailler et leur ouvrent les portes de l'ardeur et de l'activité dans ce dont ils ont besoin pour vivre une vie d'aisance et de bien-être.

Et l'enseignement supérieur réalise ces deux finalités et réalise la troisième, car il permet aux jeunes de pénétrer la vérité et le bien, et d'en tirer ce qui convient à leurs esprits et à leurs capacités bien dotées.

C'est ainsi que l'enseignement national doit être compris ; et c'est ainsi seulement que le souci du gouvernement pour l'enseignement national doit être compris, et les impôts qu'il lève, les lois qu'il édicte et les restrictions qu'il impose à la liberté des individus et des communautés.

Et si cette conception de l'enseignement national est juste, il est clair que le gouvernement, quand il en prend la charge et le supervise, doit mettre en place les systèmes et les programmes qui conviennent à ces finalités et aident à les réaliser.

Cet enseignement primaire qui ne fait pas connaître à l'élève l'histoire de sa nation et sa juste place dans la vie mondiale n'est pas un enseignement national sain.

Et cet enseignement secondaire ou technique qui ne permet pas à l'élève de s'engager dans un travail productif et ne lui ouvre pas les portes de la vie n'est pas un enseignement national.

Et cet enseignement supérieur qui n'éveille pas dans l'âme de l'étudiant l'amour de la recherche et de la découverte et le désir sincère de cultiver le patrimoine scientifique et artistique de l'humanité n'est pas un enseignement national.

Il s'ensuit que l'élaboration des programmes et des curricula de l'enseignement n'est pas une affaire simple qu'on pourrait confier à toute personne cultivée ; c'est au contraire une affaire délicate qui doit être confiée à ceux qui connaissent l'histoire de la nation, apprécient ses besoins, et sont capables de faire correspondre cette histoire et ces besoins avec ce que la nation requiert d'un idéal supérieur dans la vie.

Et que la distance est grande entre cette conception de l'enseignement national et ces plans agités que nos autorités ont adoptés comme moyen d'organiser l'enseignement.

Et j'espère revenir à ce sujet et y développer davantage ma pensée une autre fois.

Taha Hussein

Al-Majalla al-Jadida, avril 1930